

al

LEVARD DU MONTPARNASSE

PARIS - FRANCE

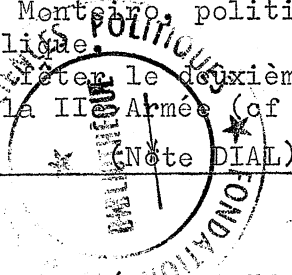
-36-74

248-74 PARIS

D 281 BRESIL: MORT D'UN OUVRIER SOUS LA TORTURE

Une nouvelle fois, le commandement de la IIe Armée vient d'annoncer le "suicide" d'un ouvrier, M. Manuel Fiel Filho, le 17 janvier 1976, dans les locaux de la Police militaire de São-Paulo. On se souvient de l'émotion considérable provoquée par l'annonce similaire concernant le journaliste V. Herzog en octobre dernier (cf DIAL D 258). Cette fois, la mort sous la torture de Manuel Fiel Filho provoquait, le 19 janvier suivant, la mutation puis la mise à la retraite du général Ednardo d'Avila Mello, commandant la IIe Armée, et son remplacement par le général Dilermando Gomes Monteiro, politiquement plus proche du président de la République.

Le général d'Avila venait de fêter le deuxième anniversaire de sa présence à la tête de la IIe Armée (cf DIAL D 277).



PROTESTATION DU SYNDICAT DE LA METALLURGIE (FÉDÉRATION DE SÃO PAULO) AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, DU MINISTRE DE LA JUSTICE ET DU MINISTRE DES ARMEES, A L'OCCASION DE LA MORT DE MANUEL FIEL FILHO DANS LES LOCAUX DE LA POLICE MILITAIRE DE SÃO PAULO

Après avoir pris connaissance dans la presse locale de la note officielle publiée par le commandement de la IIe Armée, informant de la mort de l'ouvrier Manuel Fiel Filho, syndiqué depuis 1956, carte syndicale n° 50.355, mort survenue le 17 courant dans les locaux pénitentiaires du Détachement d'opérations et informations du Centre d'opérations pour la défense intérieure (DOI-CODI) de cette unité militaire, le Syndicat des travailleurs de la métallurgie vient respectueusement vous adresser ses plus vives protestations devant ce qui est arrivé.

Nous demandons que soient immédiatement prises les mesures nécessaires à l'élucidation des faits et que leurs responsables soient rigoureusement punis. Les circonstances inconnues des décès survenus dans les prisons de la Police militaire engendrent un climat d'inquiétude et d'insécurité. Si ce décès est dû à la violence, sous-prétexte de défense de la sécurité nationale, ce geste mérite l'indignation du peuple brésilien.

Les garanties constitutionnelles et le respect des droits de l'homme ne sont pas des privilèges; il s'agit là d'une conquête de civilisation. Informés des mesures déjà prises par le président de la République pour l'ouverture d'une enquête sur les faits, les ouvriers de la Métallurgie espèrent que ses résultats seront rendus publics.

Joaquim Santos Andrade, président de la fédération

Abonnement annuel: France 140 F - Etranger 160 F (avion, tarif spécial)
 Directeur de la publication: Charles ANTOINE
 Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris
 Commission paritaire de presse: n° 56249